

Fabienne JAULT-SESEKE

University of Versailles Saint-Quentin
Faculty of law
3 rue de la division Leclerc
78280 Guyan court FRANCE

31 rue des martyrs
75009 Paris

Mobile: +33 660697490
Email: fabienne.jault@seseke.fr



CURRENT POSITION

Since 2012: Professor of Law (University of Versailles, Paris Saclay, France)

CAREER

2009-2012 : Professor of Law (University of Rouen, France)
1995-2009: Associate Professor of Law (University of Rouen, France)
1994: Doctor of Law; *habilitation* (postdoctoral lecture qualification)
1993-1995: Assistant at the University of Paris I
1992-1993: Assistant at the University of Würzburg, Germany
1991: Master of International Private Law (University of Paris I)

LECTURES

- International Private Law
- International Commercial Law
- Consumer Law / Competition Law / Contract Law
- Migration and Citizenship

ADMINISTRATION

- Director, Department of the Private law, University Versailles
- In charge of the Masters International Law and European Law, University of Paris Saclay.
- Member of the National Council of Universities

MEMBERSHIPS

- European Group for Private international law
- Trans europe experts (co-president)
- Comité français de Droit international privé
- Société de législation comparée
- International Law association (Member of the committee Privacy)

LANGUAGES: French, English and German

MIGRATION LAW AND CITIZENSHIP

Editor:

- With A. Dionisi-Peyrusse, F. Marchadier, V. Parisot, *La nationalité, enjeux et perspectives*, to be published in 2018
- With S. Corneloup and S. Barbou des Places : *Droit de la nationalité et Droit des étrangers*, PUF Thémis 2015
- *Le regroupement familial en droit comparé français et allemand*, préface de Paul Lagarde, LGDJ, Bibliothèque de droit privé, t. 265
- Encyclopédie Dalloz, Droit international, V. *Etrangers* (1998 with P. Lagarde ; actualized 2011)

Team research

- The implementation of three EU directives on labour migration from third countries (dir. Petra Herzfeld Olsson, University of Uppsala) 2014-2015
- Direction with S. Corneloup : Deux rapports commandés par le Parlement européen (suite à appel d'offres) relatifs aux interactions entre le DIP des personnes et le droit des étrangers (Juin 2017) :
http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/583158/IPOL_STU%282017%29583158_EN.pdf
http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2017/583157/IPOL_STU%282017%29583157_EN.pdf

Articles:

- L'entrée et le séjour des joueurs professionnels étrangers, in *L'E-sport : enjeux et perspectives* (dir. G. Rabu et M. Reverchon-Billot), PUAM 2017, p. 197-207. Cette publication a fait l'objet d'une communication au colloque consacré à l'E-sport à Poitiers le 13 octobre 2017.
- Lorsque le mariage est un piège ! Impact de la séparation sur le droit des étrangers, *AJ fam.* 2017. 474.
- Crise migratoire et évolution du droit français, Journée d'étude franco-allemande : *État des lieux des politiques migratoires en France et en Allemagne*, Paris 24 février 2017, à paraître.
- Les contrôles d'identité à l'aune du principe de non-discrimination, Colloque de la Cour de cassation du 21 novembre 2016, in *Le droit des étrangers en situation irrégulière*, La Documentation française 2017, p. 173-192.
- Les spécificités du droit des étrangers à Mayotte, Actes du colloque « 5 ans de départementalisation à Mayotte », Saint-Denis de la Réunion, 27 octobre 2016, à paraître.
- Evolution récente du droit des étrangers et du droit d'asile, Aperçu des réformes adoptées dans quelques pays européens, Actes du colloque sur le droit des étrangers à Mayotte, Mayotte 22 juin 2016, *Rev. crit. DIP* 2017, p. 37-44
- Nationalité et fraude en matière d'état civil, Actes du colloque « La nationalité française dans l'Océan indien », Saint-Denis de la Réunion, 9 novembre 2015 (dir. E. Ralser et J. Knetsch), *Société de législation comparée* 2017, p. 227-241.
- The implementation of three EU directives on labour migration from third countries (dir. Petra HerzfeldOlsson, Université d'Uppsala) 2014-2015, rédaction du rapport français, *Bulletin of Comparative Labour Relations* n° 91, 2016, p. 195-216.

PUBLICATIONS – PAGE2/10

- Dossier : Mariage, Pacs, concubinage – Droit de séjour des étrangers, *AJ fam.* 2015. 40
- Nationalité et fraude en matière d'état civil, Actes du colloque « La nationalité française dans l'Océan indien », Saint-Denis de la Réunion, 9 novembre 2015 (dir. E. Ralser et J. Knetsch), *Société de législation comparée* 2017, p. 227-241.
- Dossier : Mariage, Pacs, concubinage – Droit de séjour des étrangers, *AJ fam.* 2015. 40
- Avec l'Europe, que reste-t-il du plein droit ? *Plein Droit* 2014/1, p. 23
- « Travail et regroupement familial » (Dossier : Famille et travail), *AJ fam.* 2013. 218
- « L'emploi des salariés étrangers en France : les discriminations tenant à la nationalité », *Revue Lamy Droit social* 2010
- « La loi n° 2007-1631 du 20 novembre 2007 relative à la maîtrise de l'immigration, à l'intégration et à l'asile. Vers une nouvelle conception de l'intégration », *Rev. crit. DIP* 2008, p. 5
- Commentaire de la directive CE relative au droit au regroupement familial, *Rev. crit. DIP* 2004, p. 254
- Commentaire de la circulaire du 1^{er} mars 2000 relative au regroupement familial, *Rev. crit. DIP* 2000, p. 884

Annotations and Commentaries:

- Cass. Civ. 1^{re}, 9 sept. 2015, *Rev. Crit. DIP* 2015 to be published (art. 32 du code civil)
- CJUE 9 juil. 2015 *Rev. Crit. DIP* 2015 to be published (mesures d'intégration et regroupement familial)
- Cass. civ. 1^{re}, 8 oct. 2014, *Rev. crit. DIP* 2015 to be published (preuve de la filiation attributive de nationalité)
- CEDH, gr. ch., 13 décembre 2012, *De Souza Ribeiro c/ France*, *Rev. crit. DIP* 2013. 448
- CE 11 avr. 2012, *Gisti*, *Rev. crit. DIP* 2013. 133
- Cass. civ. 1^{re}, 28 février 2012, *Rev. crit. DIP* 2012. 815 (acte de naissance apocryphe et nationalité française par filiation)
- Cass. 1^{re} civ. 23 juin 2010, *Rev. crit. DIP* 2010, p. 689 (contestation de la déclaration de nationalité par le ministère public et acte de naissance apocryphe) (with S. Corneloup)
- AnnualChronicle : In collaboration with O. Boskovic, S. Corneloup, N. Joubert et K. Parrot, *Panorama de droit de la nationalité et de droit des étrangers*, *D.* 2015. 450, *D.* 2014, 445 ; *D.* 2013.324, *D.* 2012. 390, *D.* 2010, 2868

INTERNATIONAL LABOUR LAW

Articles:

- Brussels I Recast *Chapter II SECTION 5 Jurisdiction over individual contracts of employment* in E. Ales, M. Bell, S. Robin-Olivier, O. Deinert, *Commentary on European and International Labour Law*, *Nomos*, 2018
- « L'adoption du règlement n° 593/2008 (Rome 1) sur la loi applicable aux obligations contractuelles : le choix de la continuité pour le contrat de travail » (Commentaire de l'article 8 du Règlement Rome I), *RDT* 2008, 619
- « L'office du juge en matière de travail international » (19 juin 2006), publié in *Procès du travail et travail du procès* (dir. M. Keller), *LGDJ* 2008, p.343-356

PUBLICATIONS – PAGE3/10

- « Le contrat de travail de la personne handicapée en droit international privé et en droit communautaire » in *Les politiques de protection des personnes handicapées en Europe et dans le monde* (dir. A. Boujeka), Bruylant 2009, p. 301
- « L'office du juge dans l'application de la règle de conflit de lois en matière de contrat de travail », *Rev. crit. DIP* 2005, p. 253
- « La détermination des accords collectifs applicables aux relations de travail internationales », in *Le droit international privé, esprit et méthodes, Mélanges Paul Lagarde*, Dalloz 2004, p. 455
- « L'action du salarié dans les rapports internationaux de travail », *PA* 2003, n° 206, p. 5

Chapter :

- Encyclopédie Dalloz, Droit international, V° *Contrat de travail*, 2011.

Annotations and Commentaries:

- CJUE, 14 sept. 2017, aff. C-168/16 et C-169/16, *Crewlink Ireland et Ryanair*, *Rev. crit. DIP* 2018 (art 19, Règl. Bruxelles 1).
- Cass. soc. 13 oct. 2016, *RDT* 2017. 66 (loi applicable au contrat de travail d'un enseignant d'une école française à l'étranger)
- Suprem Court of Canada, 4 sept. 2015, *Chevron*, et CA Paris 10 sept. 2015, *Comilog*, *RDT* 2016. 57
- Cass. soc. 18 janv. 2015, *Comilog*, *Bull. Joly Sociétés* 2015, 222 (co-emploi et compétence juridictionnelle)
- Cass. soc. 13 nov. 2014, *Rev. crit. DIP* 2015. 396 (directive détachement et notion de salaire minimal)
- Cass. soc. 21 mai 2014 et 2 juil. 2014, *Rev. crit. DIP* 2015, 594 (co-emploi)
- Cass. soc. 18 déc. 2013, *Sodimédical* (contrôle de la qualification du co-emploi), *Rev. crit. DIP* 2014, 426
- CJUE 12 sept. 2013, *Schlecker*, *RDT* 2013. 785 (loi applicable au contrat de travail)
- Cass. soc. 4 déc. 2012, *RDT* 2013.437 (loi applicable au licenciement ; garantie de l'AGS).
- CJUE 19 juil. 2012, *RDT* 2012. 588 (salarié d'une ambassade, compétence juridictionnelle)
- Cass. soc. 11 avr. 2012, *RDT* 2012. 388 (pilote, compétences juridictionnelle et législative)
- Cass. soc. 8 févr. 2012, *Rev. crit. DIP* 2012. 576 (co-employeur et loi applicable)
- CJUE 15 déc. 2011, *RDT* 2012.115 (loi applicable au contrat de travail)
- CJUE 15 mars 2011 et Cass. soc. 18 janv. 2011, *Rev. crit. DIP* 2011, p. 447 (loi applicable au contrat de travail)
- Cass. soc. 29 sept. 2010, *RDT* 2011, 262 (clause attributive de juridiction et contrat de travail)
- Cass. soc. 12 juil. 2010 et 29 sept. 2010, *Rev. crit. DIP* 2011, p. 72 (loi applicable au contrat de travail ; prescription de l'action en contestation du licenciement)
- Cass. soc. 31 mars 2009, *RDT* 2010, p. 63 (détermination du lieu d'exécution habituelle du travail pour l'application du Règlement 44/2001)
- CJCE 16 oct. 2008, *RDT* 2009, p. 333 (insolvabilité de l'employeur et garantie des salaires)
- Court of appeal London 12 juillet 2007 et High court of justice London 23 novembre 2007, *RDT* 2008, p. 691 (notion de contrat de travail ; anti-suit injunction)
- CJCE 22 mai 2008, *Rev. crit. DIP*. 2008, p. 847 (Pluralité d'employeurs et application de l'article 6.1 du Règlement 44/2001)

PUBLICATIONS – PAGE4/10

- CJCE, 3 avril 2008, *RDT* 2008, p. 412-415 (Détachement dans l'union européenne et salaire minimal prévu par un accord collectif)
- Cass. soc. 4 déc. 2007, *D.* 2008, p. 757 (obligation de reclassement à l'étranger et connaissance du droit étranger)
- Cass. soc. 19 juin 2007, *RDT* 2007, p. 543 (Délocalisation d'activité et détermination de l'employeur dans un groupe de sociétés)
- Cass. soc. 11 janv. 2007, *D. soc.* 2007, p. 638 (accès au juge)
- Cass. soc. 23 mars 2005, *LPA* 2006, n° 66, p. 6
- Cass. soc. 25 janv. 2005, *D. soc.* 2005, p. 914 (immunités de juridiction)
- Cass. civ. 21 janv. 2004, *Rev. crit. DIP* 2004, 644 (clause attributive de juridiction insérée dans un contrat de travail)
- Cass. soc. 12 nov. 2002, *Rev. crit. DIP* 2003, 446 (loi applicable au contrat de travail)
- Notice : M.-A. Moreau, Normes sociales, droit du travail et mondialisation – confrontations et mutations, coll. A droit ouvert, Dalloz 2006, *Rev. crit. DIP* 2007, p. 980-986

With S. Robin-Olivier,

Contradiction dans le régime du détachement, une comparaison des arrêts Sähköalojen ammattiliitto et A-Rosa, *RDT* 2017. 562.

INTERNATIONAL ARBITRATION

Articles:

- Commentaire du nouvel article 2061 du code civil (with C. Legros), *PA* 25 avr. 2002

Annotations and Commentaries:

- Cass. 1^{re} civ. 13 mai 2015, *Commisimpex*, *Chr. de droit de l'arbitrage*, *LPA* 2015 n° 222, p. 8
- Cass. 1^{re} civ. 6 oct. 2010, *Abela*, *Rev. crit. DIP* 2011. p. 85 (contrôle de la décision d'incompétence par le juge étatique)
- Cass. 1^{re} civ. 8 juill. 2009, *Rev. crit. DIP* 2009, p. 779 (exclusion de la méthode conflictuelle pour apprécier le pouvoir de compromettre)
- Cass. 1^{re} civ. 27 mars 2007, *Rev. crit. DIP* 2007, p.798-807 (transmission et extension de la clause compromissoire)
- Cass. 1^{re} civ., 25 avril, 23 mai et 11 juill. 2006, *Rev. Crit. DIP* 2007, p. 128 (l'effet négatif du principe compétence-compétence en question - jurisprudence 2006)
- Cass. civ. 1^{re} 22 nov. 2005 et com., 21 févr. 2006, *Rev. Crit. DIP* 2006, p. 606 (clause compromissoire et connaissance maritime, principe compétence-compétence)
- Cass. soc. 28 juin 2005, *Rev. Crit. DIP* 2006, p. 159 (clause compromissoire et contrat d'engagement maritime)
- Cass. com. 8 oct. 2003 et civ. 1^{re}, 16 mars 2004, *Rev. crit. DIP* 2004, p. 763. (inopposabilité de la clause compromissoire à l'affréteur)
- Cass. 1^{re} civ., 28 janv. 2003, *Rev. crit. DIP* 2003, 641 (clause compromissoire et caractère international du contrat)
- Cass. 1^{re} civ, 16 oct. 2001, *Rev. crit. DIP* 2002, 555 (autorité de la clause compromissoire et indivisibilité du litige en matière internationale)
- Cass. 1^{re} civ, 6 févr. 2001, *Rev. crit. DIP* 2001, 522 (transmission de la clause compromissoire dans les chaînes de contrats internationaux)

PUBLICATIONS – PAGE5/10

- Cass. soc. 16 févr. 1999 et 4 mai 1999, *Rev. crit. DIP* 1999, 745 (opposabilité au salarié de la clause compromissoire insérée dans un contrat de travail international)

CONFLICT OF JURISDICTIONS

Editor:

- L'Espace judiciaire européen civil et pénal, Regards croisés (dir. F. Jault-Seseke, J. Lelieur, Ch. Pigache) Dalloz, Thèmes et commentaires, 2009

Collective research

- Study commissioned by the European Parliament on collective redress (2018): [http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/608829/IPOL_STU\(2018\)608829_EN.pdf](http://www.europarl.europa.eu/RegData/etudes/STUD/2018/608829/IPOL_STU(2018)608829_EN.pdf)

Articles:

- « L'adaptation des critères de compétence juridictionnelle » in *Internet et le droit international*, Colloque SFDI, Rouen 30 mai-1^{er} juin 2013, *Pédone* 2014, p. 167-180.
- « L'amélioration des règles relatives à la litispendance et à la connexité : des avancées en demi-teinte », *LPA* 2013, n° 210, p. 16 (chronique du CUREJ relative à l'adoption du Règlement Bruxelles I révisé)
- Commentaire de l'article 5-1 du règlement de Bruxelles I, *Commentaire Unalex* (version plurilingue), in *Brüssel I-Verordnung Kommentar zur VO (EG) Nr. 44/2001 und zum Übereinkommen von Lugano 2007* (dir. Th. Simons et R. Hausmann), 2012/2013 ; French version to be published.
- Commentaire des articles 18 à 21 du règlement de Bruxelles I, *Commentaire Unalex* French version to be published.
- « Commentaire de l'article 5-1 du règlement de Bruxelles I » (compétence juridictionnelle en matière contractuelle), *PA* 2002, n°107 et 108

Annotations and Commentaries:

- Annual Chronicle = *Panorama de droit international privé* *D.* 2017. 1011, *D.* 2016. 1045, *D.* 2015. 1056 ; *D.* 2014. 1059 ; *D.* 2013, 1503, *D.* 2012, 1228 ; *D.* 2011. 1374 ; *D.* 2010. 1585 ; *D.* 2009. 1557 ; *D.* 2008. 1507 ; *D.* 2007. 1751 ; *D.* 2006. 1495
- Observations sous CA Versailles, 12 déc. 2016, n° 15/02912 (nature contractuelle d'un règlement de copropriété ; caractère international du litige), Bull. arrêts CA Versailles 2017.
- Observations sous CA Versailles, 25 oct. 2016, n° 15/ 07675 (clause attributive de juridiction et concurrence déloyale), Bull. arrêts CA Versailles 2017.
- Note sous Cass. com. 7 oct. 2015, *D.* 2015, 2620 (clause attributive de juridiction déséquilibrée ; droit de la concurrence)
- Observations sous Cass. com. 25 mars 2015, *AJ Contrats d'affaire* 2015. 272 (clause attributive de juridiction et chaîne de contrats).
- Cass. com. 23 sept. 2014, *AJ Contrats d'affaire* 2014. 377 (clause attributive de juridiction et caractère international du contrat).
- Cass. com. 4 mars 2014, *AJ Contrats d'affaire* 2014. 82 (extension de la clause attributive de juridiction)

PUBLICATIONS – PAGE6/10

- BGH 5 sept. 2012, *Rev. crit. DIP* 2013, p. 890 (clause attributive de juridiction et loi de police européenne)
- Cass. civ. 1^{re} et Com. 18 déc. 2008, *Rev. crit. DIP* 2009, p. 524 (Opposabilité au tiers de la clause attributive de juridiction inséré dans un connaissance maritime)
- Cass. civ. 1^{re}, 22 oct. 2008, *D.* 2009, p. 200 (clause attributive de juridiction et loi de police)
- Cass. com. 10 juin 1997 (with F. Labarthe), *D.* 1998, 2 (validité des clauses attributives de juridiction)

INTERNATIONAL INSOLVENCY

Editor:

- *Le nouveau Règlement insolvabilité, quelles évolutions*(dir. F. Jault-Seseke, D. Robine), Lextenso, 2015. Contribution sur « Les droits des salariés », p. 163-177
- *Le droit européen des procédures d'insolvabilité à la croisée des chemins* (dir. F. Jault-Seseke, D. Robine), Lextenso, coll. Grands colloques, 2013. Contribution sur « Les relations avec les États tiers », p. 103-114
- *L'effet international de la faillite*(dir. F. Jault-Seseke, D. Robine), Dalloz, Thèmes et commentaires, 2004. Contribution sur « Le sort des salariés dans les procédures de faillites transfrontalières », p. 151)

Articles:

- « La reconnaissance des procédures d'insolvabilité ouvertes à l'étranger à la lumière du nouveau Règlement Insolvabilité », *Annuaire Schultze Braun* 2017
- « Procédure d'insolvabilité communautaire : l'application du Règlement 1346/2000 et de la jurisprudence Eurofood par les juridictions anglaises et allemandes dans l'affaire Brochier », www.slc-dip.com(nov. 2007)

with D. Robine:

- « Le sort des droits réels dans le cadre du règlement insolvabilité », *Mélanges en l'honneur de J.-L. Vallens*, Lextenso 2017
- « Commentaire du Règlement n° 2015/848 », *Rev. crit. DIP* 2016, p. 21
- « L'interprétation du Règlement n°1346/2000 relatif aux procédures d'insolvabilité, la fin des incertitudes ? » *Rev. crit. DIP* 2006, p. 811
- « Le droit européen de la faillite », *D.* 2004, p. 1009

Annotations and Commentaries:

- CJUE 8 juin 2017, aff. C-54/16, *Vinyls*, *Rev. crit. DIP* 2017.
- Cass. com. 28 juin 2016 et civ. 1^{re} 6 juil. 2016, *Rev. crit. DIP* 2017. 443.
- Cass. soc. 28 oct. 2015, *Rev. crit. DIP* 2016. 534 (l'action du salarié n'est pas une action annexe)
- Cass. com. 10 mai 2012, *Rastelli*, *D.* 2012. 1803
- CJUE 21 janv. 2010 *MG Probud*, *Bull. Joly* 2010, p. 493

with D. Robine:

- Cass. com. 7 février 2018, *Bull. Joly Sociétés* 2018, à paraître
- CJUE, 9 nov. 2017, affaire C-641/16, *Tünkers*, *Bull. Joly Sociétés* 2018. 51
- Cass. soc. 10 janv. 2017, *Nortel*, *D.* 2017. 1287
- CJUE, 26 oct. 2016, aff. C-195/15, *SCI Senior Home*, *Bull. Joly Sociétés* 2017. 248. CJUE 10 déc. 2015, C-594/14, *Kornhaas*, *Bull. Joly Sociétés* 2016.

PUBLICATIONS – PAGE 7/10

- CJUE 11 juin 2015, C-649/13, *Nortel*, *Bull. Joly Sociétés* 2015. 514
- CJUE 1^{re} ch., 4 déc. 2014, C-295-13, *G.T. GmbH*, *Bull. Joly Sociétés* 2015. 95.
- CJUE 1^{re} ch., 4 sept. 2014, C-327/13, *Burgo Group*, *Bull. Joly Sociétés* 2014. 714
- CJUE 16 janv. 2014, *Schmid*, *D.* 2014. 915
- CJUE 22 nov. 2012, *Bank Handlowy* et Cass. com. 22 janv. 2013, *Nob*, *Rev. crit. DIP* 2014. 404
- Cass. com. 2 oct. 2012, *D.* 2013. 64
- CJUE 20 oct. 2011, *Interedil*, *Rev. crit. DIP* 2012, 189
- Cass. com. 13 sept. 2011, *Revue Lamy Droit des affaires* 2011 et obs., *Act. proc. coll.* 2011.
- Cass. com. 15 déc. 2009, *Bull. Joly* 2010, p. 367
- Cass. com. 30 juin 2009, *Bull. Joly* 2009, p. 877
- T. com. Paris 15 janv. 2007, *Bull. Joly* 2007, p. 459
- T. com. Paris 2 août. 2006, *Bull. Joly* 2007, p. 37
- T. com. Nanterre 15 févr. 2006, *Bull. Joly* 2006, p. 575

INTERNATIONAL FAMILY LAW

Books

Direction with S. Corneloup, V. Egéa et E. Gallant : Commentaire des Règlements 2016/1103 et 2016/1104 (Régimes matrimoniaux et Effets patrimoniaux des partenariats enregistrés), SLC, coll. Transeuropexperts, à paraître en 2018.

Articles:

- With E. Pataut, *Le citoyen européen et son nom*, *Festschrift C. Kohler*, 2018
- Article 31 (ordre public) et 32 (exclusion du renvoi), in S. Corneloup, V. Egéa, E. Gallant, F. Jault-Seseke (dir.), *du Commentaire des Règlements 2016/1103 et 2016/1104 (Régimes matrimoniaux et Effets patrimoniaux des partenariats enregistrés)*, SLC, coll. Transeuropexperts, à paraître.
- With E. Gallant, « L'autonomie de la volonté en matière d'obligations alimentaires », in *L'autonomie de la volonté dans les relations familiales internationales* (dir. P. Wautelet, A. Panet et H. Fulchiron : Colloque organisé à Lyon les 11 et 12 mai 2016), *Larcier* 2017, p. 223-244.
- « Vingt ans d'application de la Convention de La Haye sur la loi applicable aux régimes matrimoniaux », *Revue Lamy Droit Civil* déc. 2012, p. 43-48.
- « Mariages et partenariats enregistrés : critique de la diversité des méthodes de droit international privé » in *Mélanges à la mémoire de Patrick Courbe*, *Dalloz* 2012, p. 311.
- « La nationalité comme facteur de rattachement et la distinction entre Etats membres et Etats tiers », in *Droit international privé, Etats membres de l'Union européenne et Etats tiers*, *Litec*, Débats et Colloques, 2009, p. 21
- « Les aspects procéduraux de l'enlèvement international d'enfant » (with Ch. Pigache), *D.* 2006, p. 1778
- « La notion de responsabilité parentale » in *Le nouveau droit communautaire du divorce et de la responsabilité parentale* (dir. H. Fulchiron, C. Nourissat), *Dalloz*, Thèmes et commentaires 2005

Annotations and Commentaries:

- with S. Robin-Olivier, CJUE, 20 déc. 2017, affaire C-372/16, *Sahyouni*, *GDR-ESLJ*
- CA Versailles 1^{er} juin 2017, n° 17/01947, *Bull. arrêts CA Versailles* 2017
- CA Versailles 28 janv. 2016, *Bull. arrêts CA Versailles* 2016

PUBLICATIONS – PAGE8/10

- BVerfG 18 juil. 2006, deux esp., aff. 1 BvL 1/04 et 1 BvL 12/04, www.slc-dip.com (nov. 2007) (principe de non discrimination et irrecevabilité de la demande de modification des éléments d'identité sexuelle déposée par un étranger)
- Réponse ministérielle sur le mariage homosexuel (PA 3 avr. 2006)
- Cass. 1^{re} civ., 18 mai 2005, *Clunet* 2006, p. 162 (adoption internationale)

INTERNATIONAL CONTRACT AND TORT LAW (INCLUDING DIGITAL LAW)

Articles:

- La portée extraterritoriale ou a-territoriale du RGPD, *Rev. desaff.europ.* 2018/1. 43.
- With C. Zolynski, Le Règlement n°2016/679/UE relatif à la protection des données personnelles, aspects de droit international privé, *D.* 2016. 1874
- L'accès à la justice des utilisateurs des réseaux sociaux, Actes du colloque organisé dans le cadre du concours Rousseau (dir. Ph. Achilléas) le 22 mai 2015 à l'université Paris Saclay, TIC Innovation et Droit international (dir. Ph. Achilléas et W. Mikalef), *Pedone* 2017, p. 75-88.
- L'appréhension de la responsabilité des groupes de sociétés par le droit international privé : l'exemple du droit du travail et du droit des faillites, *Travaux du comité français de droit international privé*, Séance du 22 mars 2013, *Pedone* 2015, p. 77.
- « Les lois de police, une approche de droit comparé », in *Le règlement communautaire « Rome 1 » et le choix de loi dans les contrats internationaux », Litec, CREDIMI 2011, 357 (with S. Francq)*
- La communautarisation des règles de conflit de lois : un premier pas (présentation générale du Règlement « Rome II »), in *Le Règlement (CE) n° 864/2007 du Parlement européen et du Conseil du 11 juillet 2007 sur la loi applicable aux obligations non contractuelles (dit Règlement «Rome II»)*, *PA* 2008, n° 155, p. 8
- L'autorité de la règle de conflit de lois en matière contractuelle, *Annales de la Faculté de Droit de Rouen* 2008, t. 2

Annotations and Commentaries:

- Cass. com. 25 mars 2014, *D.* 2014. 1250 (loi applicable à la rupture brutale des relations commerciales établies)
- CJCE 6 oct. 2009 (C.133/08), *D.* 2010, p. 236 (jeu de la clause d'exception dans la convention de Rome)
- Cass. com. 13 juil. 2010, *JDI* 2011, 91 (garantie de paiement du transporteur et loi de police)

With C. Zolynski, Note sous CJUE 25 janv. 2018 (C-498/16), *Schrems II*, *D.* 2018. 2000

MISCELLANEOUS

Editor:

- *Mémento de droit des personnes et de la famille* (8^{ème} édition Dalloz 2012 ; 9^{ème} édition 2015, 10^{ème} édition 2018)
- *Coordination des Mélanges dédiés à Patrick Courbe* (Dalloz 2012)

Articles:

- *Quel avenir pour les Grands arrêts de droit international privé ? Mélanges en l'honneur de Bertrand Ancel*, p. 929.

PUBLICATIONS – PAGE9/10

- Un nouveau souffle européen, Editorial de la Revue européenne de droit privé 2017
- La coopération juridique franco-allemande : Influence et résistance en droit privé, L'exemple du droit des personnes et de la famille, Actes du colloque organisé à la Faculté de Droit de Rouen les 27 et 28 juin 2013 (Cinquantenaire du Traité de l'Élysée)
- (en collaboration avec M. Menjuq) : « Droit international privé et droit communautaire dans le code de commerce » in *D'un code à l'autre : le droit commercial en mouvement* (dir. P. Le Cannu) LGDJ 2008, p. 393-406
- « Le Traité de Lisbonne, le programme de Stockholm et le droit international privé –Qu'importe le flacon, pourvu qu'on ait l'ivresse », Chronique CREDHO-DI, PA 26 juil. 2010

Lectures

- Extraterritorialité et numérique, Journée d'études de la SFDI, Versailles, le 9 mars 2018
- L'entreprise transnationale, quelle réalité ? in Les périmètres d'application du droit du travail, colloque de l'IDT, Bordeaux, 2 mars 2018.
- Le droit à la nationalité : perspectives internationales et régionales, in Quels défis et quelles solutions pour les apatrides, conférence organisée par le UNHCR le 11 décembre 2017 (Paris, Conseil supérieur du notariat)
- Data Protection, which courts have jurisdiction ? : Programme ReJus, Séminaire international sur la protection des données, le 5 décembre 2017, Paris (CNIL)
- Table ronde : Les défis de l'accès à la justice dans un monde globalisé, le 20 septembre 2017 (Versailles Saint-Quentin, à l'occasion des 20 ans du DANTE)
- Le détachement de travailleurs (sous l'angle de la circulation des certificats A1) : Séminaire FreSSco (dir. S. Robin-Olivier) le 30 juin 2017 (Paris I)
- La mobilité vers l'emploi : le libre accès au marché du travail, UPEC 24 mars 2017 (colloque sur le Marché du travail européen : 1957-2017)
- La protection des données, aspect de Droit international, ILA, branche française, Paris 10 novembre 2016 (with C. Zolynski)
- Le droit, frein ou facilitateur de la mobilité internationale des travailleurs (ENM Bordeaux, 27 mai 2015)
- Les contours de l'Espace judiciaire européen, CCI Janvier 2015 (à l'occasion de la conférence sur l'entrée en vigueur du Règlement Bruxelles 1 refondu)
- "Les nouvelles règles de conflit de lois relatives au mariage entre personnes de même sexes" (Université de Paris 1, DERPI, 4 déc. 2013)
- Le désordre normatif en droit des étrangers (Université de la Réunion, juin 2013)
- Le travailleur, acteur de la prestation de services, intervention au colloque organisé à l'Université d'Amiens le 16 novembre 2011
- ENM (Interventions annuelles en droit des conflits de lois et des conflits de juridictions dans le cadre de la formation continue des magistrats)
- Barreau de Paris (Droit des majeurs protégés en 2005 et 2010)
- Centre régional de formation des notaires (Caen, Rouen, 2013) : Présentation des règlements Rome III et Succession.
- Instituts d'études judiciaires (Université de Rouen, Université de Paris 2) : conférences annuelles d'actualité en droit de la famille et en droit international privé
- La protection du mineur en droit international privé, colloque Rouen 15 octobre 2008

PUBLICATIONS – PAGE10/10

- Euromed, Compétence des autorités et protection de l'enfant dans le contexte euro-méditerranéen, Marseille, 29 juin 2010.
- EHES, conférences en droit international privé de la famille à l'Institut d'études de l'Islam et des sociétés du monde musulman (2011, 2014).
- Analyse du rapport 2011 de la Commission nationale consultative des droits de l'homme, Faculté de droit de Rouen 29 mars 2012

Organization of international symposia

With A. Dionisi-Peyrusse, F. Marchadier, V. Parisot, La nationalité, enjeux et perspectives, Rouen, novembre 2017

With S. Clavel et E. Jolivet, Le règlement Bruxelles 1 refondu entre en vigueur, quels changements en attendre ? CCI, janvier 2015

With J. Lelieur et C. Pigache, L'Espace judiciaire européen civil et pénal, Regards croisés. Université de Rouen, mars 2009.

With D. Robine :

- Le nouveau Règlement Insolvabilité, quelles évolutions? Ministère de la justice, Paris avril 2015
- Le droit européen des procédures d'insolvabilité à la croisée des chemins, Université de Rouen, septembre 2012
- L'effet international de la faillite, Université de Rouen, 2004